



**MONTUSSAN**

**COMPTE-RENDU  
DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 17 JUILLET 2018**

L'an deux mille dix-huit et le dix-sept juillet à 18h30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur DUPIC Frédéric, Maire.

Date de la convocation : 11 juillet 2018

**Étaient présents :**

Mesdames JEAN-THEODORE Corinne, CHANSARD Nathalie, BOULDE Fleur, CHAZELLE Pascale, RIESCO Barbara, LAURENT Maria Concepción, ROBERT Maryse ;  
Messieurs DUPIC Frédéric, MARTIN Isidro, SEURIN Alban, CHIRON Patrice, MARTIN José, ARNATHAU Claude, DUCONGER Jean-Loup ;

**Étaient absents :**

Mesdames FONTENEAU Sylvie, MILLARD Catherine, FRANCKE Nicole, DUARTE Cristina ;  
Messieurs RICHER Claude, LABROUQUERE Marc, BERNARD Jean-Luc, PERRUC François, MARTY Jean-Luc ;

**Procurations :**

Madame FRANCKE Nicole donne procuration à Monsieur DUPIC Frédéric.  
Monsieur LABROUQUERE Marc donne procuration à Madame CHANSARD Nathalie.  
Monsieur BERNARD Jean-Luc donne procuration à Monsieur MARTIN Isidro.

Madame RIESCO Barbara a été nommée secrétaire de séance.

**1. Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 5 juillet 2018**

Le compte rendu de la séance du 5 juillet 2018 est accepté et voté à l'unanimité des présents.

**2. Etat des décisions prises par Monsieur le Maire en application de l'article L2122-22 du C.G.C.T.**

Monsieur le Maire propose de ne pas donner lecture de l'état des décisions prises, ce qui est accepté par les membres du Conseil Municipal.

*Arrivée de Madame BOULDE Fleur à 18h36*

**3. ACQUISITION DE LA PARCELLE A1036 POUR PARTIE, ROUTE D'YVRAC**

Dans le but d'augmenter les réserves foncières communales, Monsieur le Maire propose d'acquérir une partie de la parcelle A1036 Route d'Yvrac appartenant à la Société Château Fonchereau, acquisition conditionnée à l'implantation d'un service public nouveau sur la commune.

**DELIBERATION 2018-41 : ACQUISITION DE LA PARCELLE A1036 POUR PARTIE, ROUTE D'YVRAC**

*Vu l'article L 1111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier ;*

Résultat du vote :

- Pour : 14
- Contre : 0
- Abstention : 3

Monsieur le Maire expose au conseil que la commune souhaite augmenter ses réserves foncières. Dans ce cadre, la commune désire acquérir une partie de la parcelle A1036,

située 67, Route d'Yvrac pour une emprise cadastrale estimée à 3ha60a, soit 36 000m<sup>2</sup> environ. La commune fera intervenir un géomètre pour réaliser le bornage précis du terrain. Le propriétaire, la société Château Fonchereau, a signifié à la commune son accord pour céder la parcelle A1036 pour partie, à un montant de cent mille euros.

Dès lors, Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de l'autoriser à poursuivre les négociations afin d'acquérir la parcelle A1036 pour partie dès lors qu'un accord synallagmatique dans l'intérêt de la commune sera trouvé. Ledit accord sera conditionné à l'implantation d'un service public nouveau sur la commune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

**D'APPROUVER** la poursuite des négociations par la commune concernant la parcelle A1036 pour partie, telle que désignée sur le plan et ce pour la somme maximale de cent mille euros ;

**DE CONDITIONNER**, jusqu'au 31 décembre 2018, dans la promesse de vente signée devant notaire, ladite acquisition notamment à l'engagement ferme d'un porteur de projet d'y implanter un service public et à l'obtention des autorisations d'urbanisme nécessaire ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à faire toutes les diligences nécessaires, dont notamment la signature éventuelle des actes notariés, afin d'aboutir à l'acquisition conditionnée de cette parcelle ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le sous-seing devant notaire jusqu'au 31 décembre 2018 et à signer l'acte définitif de vente jusqu'au 31 décembre 2019 ;

**D'APPROUVER** la prise en charge par la mairie des frais relatifs à l'acquisition.

#### **4. ADHESION A L'EXPERIMENTATION DE LA MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE MISE EN ŒUVRE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA GIRONDE (CDG33)**

##### **DELIBERATION 2018-42 : ADHESION A L'EXPERIMENTATION DE LA MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE MISE EN ŒUVRE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA GIRONDE (CDG33)**

*Vu le code de justice administrative ;*

*Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;*

*Vu la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI<sup>ème</sup> siècle ;*

*Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion,*

*Vu le décret n° 2018-101 du 16 février 2018 portant expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux,*

*Vu l'arrêté interministériel du 2 mars 2018 relatif à l'expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique territoriale, et notamment en ce qu'il désigne la Gironde comme circonscription départementale pour ladite expérimentation,*

*Vu la délibération n° DE-0030-2018 en date du 31 mai 2018 du Centre de Gestion de la Gironde portant mise en œuvre de la médiation préalable obligatoire,*

*Vu la charte des médiateurs des centres de gestion élaborée par la Fédération Nationale des Centres de Gestion,*

*Vu la convention d'adhésion à la mission expérimentale de médiation préalable obligatoire figurant en annexe proposée par le Centre de Gestion de la Gironde,*

Résultat du vote :

- Pour : 17
- Contre : 0
- Abstention : 0

Monsieur le Maire informe l'assemblée :

La loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle prévoit que les recours contentieux formés par les agents publics à l'encontre de certains actes administratifs relatifs à leur situation personnelle peuvent faire l'objet d'une médiation préalable obligatoire, dans le cadre d'une expérimentation jusqu'au 18 novembre 2020.

La médiation est un dispositif novateur qui peut être définie comme tout processus structuré, quelle qu'en soit la dénomination, par lequel deux ou plusieurs parties tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends, avec l'aide d'un tiers, le médiateur.

Ce mode de règlement alternatif des conflits est un moyen de prévenir et de résoudre plus efficacement certains différends, au bénéfice :

- des employeurs territoriaux, qui peuvent souhaiter régler le plus en amont possible et à moindre coût certains litiges avec leurs agents, dans le respect des principes de légalité et de bonne administration, ainsi que des règles d'ordre public ;
- des agents publics, qui peuvent ainsi régler, dans l'échange, leurs différends avec leurs employeurs de manière plus souple, plus rapide et moins onéreuse.

En outre, la durée moyenne d'une médiation ne dépasse pas 3 mois, ce qui est très court par rapport aux délais de jugement moyens qui sont constatés devant les tribunaux administratifs, sans compter l'éventualité d'un appel et d'un pourvoi en cassation.

À l'instar d'une quarantaine de centres de gestion, le Centre de Gestion de la Gironde s'est porté volontaire pour cette expérimentation et le département de la Gironde fait partie des circonscriptions départementales retenues par l'arrêté du 2 mars 2018 relatif à l'expérimentation de la médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique territoriale. Le Centre de Gestion souhaite de cette manière se positionner en tant que « tiers de confiance » auprès des élus employeurs et de leurs agents.

Cette mission de médiation préalable obligatoire est assurée par le Centre de Gestion de la Gironde sur la base de l'article 25 de la loi statutaire n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, au titre du conseil juridique.

Il s'agit d'une nouvelle mission facultative à laquelle les collectivités et leurs établissements publics peuvent adhérer volontairement mais dans un délai contraint, par délibération et convention conclue avec le Centre de Gestion avant le 1<sup>er</sup> septembre 2018.

Ce processus de médiation préalable concernera obligatoirement les décisions administratives individuelles suivantes :

- décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés au premier alinéa de l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 ;
- décisions de refus de détachement, de placement en disponibilité ou de congés non rémunérés prévus pour les agents contractuels aux articles 15, 17, 18 et 35-2 du décret du 15 février 1988 ;
- décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au point précédent ;
- décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de cadre d'emplois obtenu par promotion interne ;
- décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application de l'article 6 sexies de la loi du 13 juillet 1983 ;

-décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par l'article 1er du décret du 30 septembre 1985.

La conduite de la médiation préalable obligatoire sera assurée par des agents du Centre de Gestion formés et opérationnels, qui garantiront le respect des grands principes de la médiation : indépendance, neutralité, impartialité, confidentialité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

**D'ADHERER** à la mission de médiation préalable obligatoire proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde dans le cadre de l'expérimentation mise en œuvre par la loi du 18 novembre 2016 susvisée ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à conclure la convention proposée par le CDG de la Gironde figurant en annexe de la présente délibération.

## 5. QUESTIONS DIVERSES

Il n'y a pas de questions diverses.

Monsieur le Maire souhaite de bonnes vacances à l'ensemble du conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h46.

A Montussan, le 14 septembre 2018.

Le Maire, Frédéric DUPIC

